



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le onze décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020
Délibération n°DCC2020_212

Objet	Droit à la formation des élus
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans les trois mois du renouvellement de l'assemblée, une délibération détermine les orientations de la formation et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la Communauté est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil de Communauté.

Chaque élu peut bénéficier de 18 jours de formation sur toute la durée du mandat et ce quel que soit le nombre de mandats qu'il détient.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la collectivité, à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le ministre de l'intérieur.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la Communauté (2 708€).

Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% du même montant (27 077€). Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget formation de l'exercice suivant. Ils s'accumulent ainsi avec le montant du budget formation, obligatoirement voté chaque année. En revanche, ils ne peuvent être reportés au-delà de la fin de la mandature.

Les frais de formation comprennent :

- Les frais de déplacement, de séjour et de restauration (prise en charge selon les dispositions des délibérations du 11 décembre 2015 et du 28 juin 2019),
- Les frais d'enseignement,
- La compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l'élu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours, par l'élu et pour la durée du mandat. Elle est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à CSG et CRDS.

Les élus doivent faire une demande écrite à leur employeur au moins 30 jours avant le stage en précisant la date, la durée du stage et le nom de l'organisme de formation agréé par le ministre de l'Intérieur.

Chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation selon ses souhaits.

La prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- organismes de formations agréés par le ministre de l'Intérieur,
- dépôt préalable aux stages de la demande de prise en charge des frais de formation précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions effectivement exercées pour le compte de la Communauté,
- remboursement sur présentations des justificatifs de dépense,
- répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus.

Les thèmes privilégiés seront, notamment en début de mandat :

- les fondamentaux de l'action publique locale,
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions,
- les formations favorisant l'efficacité personnelle.

Il est proposé au conseil de Communauté qu'une enveloppe budgétaire d'un montant égal à 4 000 € (soit 2,95% du montant des indemnités de fonction) soit consacrée chaque année à la formation des élus.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la loi n°92-108 du 03 février 1992 modifiée relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,
Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,
Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 27 novembre 2020
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 10 novembre 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe une enveloppe budgétaire annuelle de 4 000 € pour la formation des élus,

Article 2 : inscrit au budget principal les crédits correspondants.